



SYRIZA: “la force de réserve de gauche” du capitalisme

Elisseos Vagenas

Membre du CC du KKE

Responsable de la Section des Relations Internationales du CC du KKE

Après le déclenchement de la crise capitaliste en Grèce, la classe bourgeoise a cherché de manière intensive à désarmer idéologiquement le peuple en masquant les causes de la crise et des problèmes vécus par les travailleurs, afin de les conduire à des choix politiques qui ne remettent pas en question le système d'exploitation. Ainsi, les partis politiques bourgeois, les anciens ainsi que ceux qui ont émergé récemment, ont commencé à se concentrer sur des phénomènes isolés, par exemple les scandales économiques, en les présentant comme étant la cause de la crise. “Il y avait de l'argent. Certaines personnes (les politiciens) en ont gaspillé et maintenant le peuple paie” est un des points de vue largement répandus. Le soi-disant “mouvement des citoyens indignés”, qui a favorisé l'aversion envers le mouvement ouvrier de classe organisé et ses objectifs, a été utilisé dans ces plans. Ce mouvement se focalise sur les slogans “Voleurs! Voleurs!” et “Traîtres”, adressé aux politiciens. De cette manière, il a préparé le terrain idéologique pour les “graines” des vues racistes et criminelles de la fasciste “Aube Dorée”.

Dans ce contexte, le KKE a déclaré fermement que nous étions face à une crise du système lui-même, qui exige la rupture et le désengagement des unions impérialistes de l'UE et de l'OTAN, la socialisation des moyens de production et la construction d'une autre économie et d'une autre société qui se concentrera sur la satisfaction des besoins du peuple et non sur le profit. Au contraire, la Coalition de la Gauche Radicale (SYRIZA) s'est livrée à toutes sortes d'expériences idéologico-politiques afin de devenir le principal parti d'opposition. Il convient de souligner quelques éléments concernant la position de ce parti, en particulier dans la période actuelle où il est promu par le “Parti de la Gauche européenne” comme “une force de changement” et que son président, Alexis Tsipras, représente les forces du PGE en tant que candidat pour le poste de président de la Commission Européenne.

Lorsque la “gauche radicale” rencontre l'extrême droite

Le 7 février 2014, le Secrétariat politique de SYRIZA a décidé de retirer la candidature du journaliste T. Karipidis au poste de préfet de région en Macédoine occidentale pour les prochaines élections locales qui auront lieu dans la période des élections européennes (mai 2014). La Grèce est divisée en 13 régions. Donc SYRIZA a été amené à retirer son candidat dans une vaste zone géographique, celle de la Macédoine occidentale (pas tout de suite mais après 5 jours d'“introspection” dans le parti). Pourquoi? Parce que les points de vue de ce journaliste rendus publics, montre qu'il soutient une théorie du complot concernant les souffrances subies par les travailleurs dans notre pays. Selon celle-ci, le Premier ministre A. Samaras détruirait la Grèce selon un plan des Juifs!

Cette théorie conspirationniste extrême, concordante avec les vues correspondantes des milieux fascistes, a été accueillie par la “gauche radicale” de SYRIZA. Voilà pour le... “radicalisme”...

La vérité indéniable, c'est que ce n'est que la "pointe de l'iceberg", de même qu'au cours des trois dernières années SYRIZA a absorbé des sections entières du parti social-démocrate PASOK, entré dans un processus de désintégration.

Même sans se focaliser sur cet épisode, nous pouvons voir qu'au cours de ces dernières années SYRIZA a fait un effort systématique pour sauver le capitalisme aux yeux des travailleurs. Comment ? Examinons cela brièvement.

Faire l'éloge du capitalisme "sain", celui d'Obama

SYRIZA prétend que le néolibéralisme et le capitalisme néolibéral sont à condamner pour la crise et les problèmes des travailleurs. Il vante la politique d'Obama en tant que néo-keynésianisme et la caractérise comme «progressiste» ! À la fin de l'année passée, le président de SYRIZA, Alexis Tsipras, a fait l'éloge du président américain Barack Obama dans un discours au Texas, aux États-Unis, affirmant "je pense que nous pouvons avoir un débat constructif avec Washington sur la question de la crise de la zone euro. C'est une des raisons pour lesquelles je suis heureux d'être ici aujourd'hui".

Par là, la direction de SYRIZA et du PGE s'engage dans la concurrence féroce entre les puissances impérialistes. Il est bien connu que le gouvernement des États-Unis, de la France, de l'Italie font pression sur l'Allemagne afin qu'elle assume une plus grande partie des pertes quant à la gestion de la dette des États endettés de la zone euro et qu'elle limite son excédent commercial. Les forces du PGE se sont mises du côté des États-Unis. Mais cette confrontation n'est pas liée aux intérêts des forces populaires. Elle ne concerne pas les intérêts des peuples dans les économies capitalistes le plus puissantes ou les plus faibles. Quelle que soit la formule suivie pour la gestion de la crise, les travailleurs ne se dépêtreront pas de l'exploitation capitaliste, de la pauvreté, de la misère, des nouvelles mesures antipopulaires. Ce que démontrent les problèmes économiques et sociaux immenses vécus par des dizaines de millions de travailleurs aux États-Unis. Même si certaines données statistiques indiquent que la croissance capitaliste réapparaît sur le terrain de la destruction des acquis sociaux, cette croissance se fera au détriment des peuples, les travailleurs subiront les conséquences de la prochaine crise de suraccumulation du capital, crise qui sera encore plus profonde.

En limitant sa critique au prétendu "capitalisme néolibéral", SYRIZA sèment l'illusion parmi les travailleurs qu'il pourrait y avoir un "bon" capitalisme.

En anticipant le changement d'alliance prédatrice

Rappelons que dans les années 60 le KKE avait caractérisé la CEE comme "une fosse aux lions". En 1980, il a dit NON à l'adhésion de la Grèce à la CEE et en 1991 il a dit NON au traité de Maastricht qui a transformé la CEE en UE.

En revanche, tous les autres partis, y compris les partis dont est issu SYRIZA, ont soutenu le choix de la classe bourgeoise d'intégrer la Grèce à la CEE et à l'UE.

Aujourd'hui SYRIZA réclame que l'UE "viole ses principes et ses objectifs fondateurs". La vérité est que, de 1957 jusqu'à aujourd'hui, et aussi longtemps que l'UE existera, même si elle se divise en une Union du sud ou du nord, si elle devient une fédération ou une confédération, elle est et sera une union impérialiste, dirigée contre les peuples et les jeunes.

Il est évident que l'UE ne changera pas, ni par un changement de président de la Commission européenne, car c'est un appareil d'élaboration et de mise en œuvre des mesures antipopulaires les plus rigoureuses, ni par des réformes politiques, parce que l'exploitation de l'homme par l'homme, l'exploitation de classe, contradiction principale de la société capitaliste, lui est inhérente.

La question fondamentale qui est posée c'est à quels intérêts répondait la création de cette union interétatique ? Son but était d'aider les capitalistes à exploiter plus efficacement les travailleurs des États membres, de leur permettre de fortifier leur pouvoir avec le soutien des classes bourgeoises des autres pays de l'union. Elle a été créée afin d'aider les monopoles européens dans leur conflit féroce avec les monopoles des autres pays et d'autres Cartels régionaux.

L'UE, la plupart des États membres étant aussi membres de l'OTAN, organise la guerre en engageant des moyens financiers, politiques et militaires. Elle a mené une guerre sur le territoire européen, elle participe à des plans d'in-

tervention en Asie, en Afrique - actuellement en République Centrafricaine - et elle accompagne les États-Unis dans leur anticommunisme et dans l'affrontement avec le mouvement populaire en utilisant la législation anti-terroriste.

SYRIZA étant le principal parti d'opposition, il porte une grande part de responsabilité dans le mensonge conscient fait aux travailleurs, en prétendant que l'UE pourrait être démocratisée et humanisée.

Récemment, à propos des événements sanglants en Ukraine, SYRIZA a une nouvelle fois découvert « l'absence d'une politique étrangère indépendante » dans l'intervention flagrante de l'UE dans les affaires intérieures de l'Ukraine, pratiquée conjointement avec les États-Unis et en opposition à la Russie pour le contrôle des marchés, des matières premières et des réseaux de transport du pays. SYRIZA a avancé que l'UE pourrait jouer un "rôle plus important" en faveur du peuple d'Ukraine si elle ne s'était pas alignée sur les États-Unis. Ainsi, selon ce point de vue, l'UE deviendrait une "force de stabilité et de paix". Cependant, il n'y a pas de plus grande escroquerie que de prétendre que l'UE impérialiste pourrait devenir un "facteur de paix", semant des illusions sur un impérialisme en faveur de la paix! Les "prédateurs" impérialistes, l'Union européenne étant l'un d'eux, au cours du "partage du butin" peuvent bien entrer en conflit, mais ils restent toujours hostiles et des "prédateurs" quant aux intérêts des peuples.

Le "front" et le "vent" du Sud

SYRIZA pêche dans les "eaux boueuses" des partis du prétendu "arc contre le mémorandum", de "l'anti-Merkelisme", de la version "anti-bancaire" de l'UE et la zone euro, des partis qui condamnent simplement la troïka et plus particulièrement l'Allemagne.

Néanmoins, il cache le fait que le déclenchement de la crise capitaliste a précédé le mémorandum. Il néglige le fait que l'UE fait partie de la Troïka. Le mémorandum que le gouvernement grec a signé avec la Troïka des prêteurs, n'est rien d'autre que la ligne politique générale de l'UE aux conditions spécifiques de la crise en Grèce. Par conséquent, l'opposition de SYRIZA au mémorandum constitue de la poudre aux yeux du peuple, étant donné que ce parti ne s'oppose pas à l'UE, mais qu'il la soutient.

Mais pourquoi SYRIZA s'en prend-il à la Troïka ou seulement à l'Allemagne? Tout simplement parce que cela lui permet de dissimuler son soutien fondamental à l'UE du capital, des monopoles. Il berce les travailleurs d'illusions sur le fait que l'UE pourrait changer grâce à un « front des pays du Sud ». Pourtant, les alliés internationaux et les appuis que ce parti invoque, les gouvernements des États-Unis, de la France, de l'Italie, du Nord Méditerranéen, sont tous des ennemis du peuple, ils nivellent les droits des masses populaires dans leurs pays, comme le fait le gouvernement allemand.

L'UE c'est l'enfer pour tous ses peuples! La vérité c'est que les mesures antipopulaires s'attaquent à la classe ouvrière et aux couches populaires de tous les pays, indépendamment des mémorandums et des dettes !

Dans quelques pays ces mesures ont été prises pendant les années 1990, chez les autres pendant les années 2000, chez les uns elles ont été assénées globalement sous forme de « choc », comme en Grèce dans les conditions de la crise, chez les autres graduellement, comme en Allemagne. Certes, il y a des différences d'un pays à l'autre en terme d'acquets de la classe ouvrière, de besoins sociaux, de niveau de chômage. La raison en est que la Grèce avait un faible point de départ dans la zone euro et non à cause de mauvais choix politiques ou de l'utilisation du " médicament non approprié".

Par exemple, la Politique Agricole Commune (PAC) est la politique générale qui vise à la concentration de la production agricole et de la terre en moins de mains. Cependant elle est devenue plus douloureuse dans les pays où les petits producteurs sont plus nombreux, comme la Grèce.

Le « nouveau vent du Sud » qui emportera la « mauvaise » UE et à sa place en laissera une meilleure, n'est qu'un conte de fée pour endormir les peuples. Le 12/6/12 on pouvait lire dans le journal de SYRIZA: « Une nouvelle page s'est ouverte hier en France. Victoire de la gauche ». SYRIZA et sa direction ont alors semé plein d'illusions sur l'élection d'Hollande, prétendant que l'UE allait commencer à changer. Aujourd'hui nous voyons tous comment ça s'est développé...

Aux antipodes de ces illusions le KKE, comme les autres partis participants à « l'Initiative » Communiste Européenne, estiment que l'UE ne peuvent pas changer, que c'est une organisation réactionnaire dont la base est les in-

térêts des monopoles.

Une dette odieuse et insupportable

Le KKE a démontré preuves en main que les travailleurs n'avaient aucune responsabilité dans la dette publique et qu'ils n'avaient donc pas à la payer. La propagande du pouvoir capitaliste tente de masquer les véritables raisons du gonflement de la dette publique. En réalité dans les années qui ont précédé l'État a emprunté pour servir les besoins de rentabilité du grand capital et maintenant il demande aux travailleurs de payer. De plus, la dette a été augmentée par les immenses dépenses des programmes d'armement pour les besoins de l'OTAN et la participation aux missions impérialistes, tout comme par les conséquences de l'intégration de l'économie grecque à l'UE et à l'UEM. Le développement de la contraction de la production dans des secteurs manufacturiers importants subissant une dure pression de la concurrence et qui ont reculé, (p.ex. l'industrie textile, l'habillement, la métallurgie, la construction navale, les moyens de transport) est caractéristique. L'amplification du déficit commercial et la rapide augmentation des importations de l'UE ont eu un impact similaire sur l'inflation de la dette publique.

SYRIZA, pendant longtemps, et particulièrement avant les dernières élections, a prétendu qu'un « gouvernement de gauche » avec SYRIZA séparerait la dette en une dette juste (qui devrait être payée) et en une dette « odieuse », « injuste », qui ne serait pas payée. Ils laissaient même entendre que la plus grande partie de la dette était « odieuse » et pourfendait le KKE pour ne pas suivre cette logique « réaliste ». Cependant, plus la possibilité que SYRIZA se charge de la gestion bourgeoise approchait, et plus sa position se modifiait graduellement. L'économiste de SYRIZA, G. Stathakis, a déclaré en Février 2014 que selon ses observations la dette « odieuse » était d'à peine 5%. C'est-à-dire qu'il a admis que le peuple devait payer les 95% restant de la dette. Le même mois, le chef de SYRIZA, de passage en Italie, a soutenu que la crise en Grèce était le résultat « d'un modèle de développement erroné de surconsommation avec de l'argent emprunté ». Clairement, il régurgite les concepts de base de l'idéologie bourgeoise, en Grèce et en dehors d'elle, sur la cause de la dette et appelle le peuple à la payer, à condition qu'elle devienne « soutenable ». Il demande qu'une nouvelle décote ait lieu, par opposition au gouvernement ND-PASOK qui lui demande un allongement du paiement. Mais ces deux solutions gestionnaires n'ont rien de « radicales », ni « d'en faveur du peuple » mais, bien au contraire, elles entraînent de nouvelles mesures antipopulaires contre les travailleurs.

La seule solution en faveur du peuple c'est celle que le KKE propose : annulation unilatérale de la dette dont le peuple n'est pas responsable. Socialisation des moyens de production, désengagement de l'UE, pouvoir de la classe ouvrière et des masses populaires.

Un « Radicalisme » entre « les murs » du système

SYRIZA est un parti opportuniste qui évolue très rapidement vers un parti social-démocrate contemporain, et sèment des illusions dans le peuple sur le fait que malgré la domination des monopoles une meilleure manière de gérer serait réaliste. Il joue avec la douleur du peuple, avec la pression pour des solutions immédiates sans changements radicaux.

Le discours d'Al. Tsipras lors d'une manifestation consacrée à l'Autrichien social-démocrate Bruno Kreisky est révélateur. Al. Tsipras y a précisé qu'« *Un gouvernement de gauche en Grèce tendra la main aux sociaux-démocrates européens, à l'Europe des libéraux de la libre-pensée* » avec comme objectif « *la stabilisation de la zone euro – première étape vers une Europe ouverte, démocratique et rassembleuse* ». Un tel gouvernement recherchera « *un plan Marshall européen* », qui comprendra « *une union bancaire appropriée, une dette publique gérée de manière centralisée par la BCE et un programme massif d'investissements publics* ». Ces objectifs, a affirmé catégoriquement Al. Tsipras, peuvent être atteints sans aucune « *modification des traités* » de l'UE.

Mais les garanties données par SYRIZA sur « la continuité de l'Etat », c'est-à-dire en déclarant clairement qu'il continuera l'œuvre des gouvernements précédents, sur le terrain de la politique anti ouvrière, sur les ruines des droits du peuple travailleur, mettent en pleine lumière comment il fait comprendre le dit « gouvernement de gauche ». La candidature de Tsipras comme président de la Commission montre l'attachement de SYRIZA à l'UE, cette union des monopoles. De l'autre côté, la présentation par SYRIZA du gouvernement d'Obama comme exemplaire assure que son gouvernement gèrera le capitalisme. Il s'agit de garanties que la Fédération Hellénique des Entreprises a très précisément évaluées, en louant « le radicalisme utile de SYRIZA ».

Sur « la démocratie » et « la souveraineté »

SYRIZA essaye avec sa propagande d'obscurcir le fait que la participation d'un Etat capitaliste à une union inter-étatique comme l'UE, signifie objectivement la cession des droits souverains. Certes, ce n'est pas du à « l'occupation allemande » comme des groupes nationalistes divers du « courant anti-mémorandum » bourgeois le prétendent en désorientant le peuple, slogan repris aussi de temps en temps par les forces de SYRIZA. Mais c'est un choix conscient, un choix stratégique du capital de chaque Etat, et donc de la Grèce aussi, pour le renforcement de sa position économique et politique. Des unions interétatiques sont formées dans le cadre de l'internationalisation capitaliste intensifiée continuellement, qui entraîne un entrecroisement de plus en plus grand des sections du capital des Etats différents, un développement des relations entre eux, une interdépendance des économies capitalistes et, par conséquence, des Etats capitalistes. Ce sont des relations d'interdépendances inégales, inégales parce qu'elles sont fondées sur la base du développement inégal, sur les critères de la puissance économique et politique. C'est là le facteur caractéristique des unions capitalistes interétatiques, ainsi que du réseau des relations interétatiques en général, formé dans le cadre du système impérialiste mondial. Le KKE soutient que ces relations peuvent être rompues, peuvent être renversées, uniquement par le désengagement du pays des unions capitalistes interétatiques et de la voie du développement capitaliste, et non pas par des correctifs venant d'en haut comme SYRIZA le prétend.

Les positions de SYRIZA démontrent que ce parti est tout simplement contre le « leadership allemand de l'UE et de l'Eurozone » et non contre les contrôles budgétaires s'ils sont effectués par des « institutions légitimes ». Pas de problème, par exemple, si ces contrôles s'effectuaient sous l'égide du Parlement Européen, puisqu'ils disent que cette institution est la seule démocratiquement élue de l'UE.

Néanmoins, le sens social de notions comme « la démocratie » et « la souveraineté » change selon la classe au pouvoir. La démocratie bourgeoise n'est rien d'autre que la domination, la dictature de la classe bourgeoise dissimulée par le parlementarisme, et la justice qui la sous-tend n'est rien d'autre que la justice de la classe bourgeoise. SYRIZA est porteur d'une perception petite bourgeoise et au-dessus des classes de la liberté et de la démocratie. Ses critiques sur ces questions se font du point de vue du « pluralisme » petit bourgeois. Il méconnaît et dissimule le caractère de classe – donc limité - des conquêtes démocratiques sous le capitalisme. De plus, il cache le fait que la source de l'autoritarisme est dans la politique en faveur du capital, étroitement liée avec l'application des décisions de l'UE. Sa position générale sur l'UE et les Politiques Communes soutient la mise en place de mécanismes transnationaux répressifs au niveau européen qui objectivement ont pour but de tenir sous contrôle les mouvements anti-impérialistes. Dans ses critiques il dissimule le rôle de ces mécanismes (Europol, Eurojust, Frontex, Schengen, etc.) à fin de protéger l'UE.

Un « referendum »: pourquoi et pour qui ?

Conscient de la perte de popularité de l'UE, qu'elle provoque dégoût et mécontentement dans les couches les plus larges de travailleurs, SYRIZA tente à présent de créer d'autres faux dilemmes à l'occasion des Elections européennes et des Elections locales, auxquelles il voudrait donner le caractère d'un « referendum sur les politiques et les partis qui serraient responsables de l'état actuel de notre pays », « légitimant ou non la ligne politique que le gouvernement met en œuvre. ».

SYRIZA dit qu'il soutiendra les secteurs « sains » du capital, et donc, le but du référendum qu'il réclame c'est de décider quelles sections du capital devront être appuyées lors de la phase de redressement. En d'autres termes, quels secteurs seront financés. La vraie question, bien sur, est « par qui »?

Il demande un « référendum » pour décider de la manière dont les travailleurs et les familles populaires devront se serrer encore plus la ceinture : soit par la prolongation du délai de paiement (demande actuellement présentée auprès des crédateurs étrangers par le gouvernement grec) soit par une nouvelle décote comme le demande SYRIZA.

SYRIZA déclare sa dévotion à l'UE dont la politique de « gouvernance économique » impose aux peuples des « mémorandums permanents ». Ainsi, le référendum réclamé par ce parti n'est rien d'autre qu'une tentative de gagner le soutien populaire à l'idée qu'il est le seul garant de « l'Europe rue à sens unique » et le gardien de l'application des « mémorandums permanents » imposés par l'UE. Autrement dit, accepter SYRIZA comme le meilleur gestionnaire de la pauvreté et de la misère actuelles. Il tente de tromper les travailleurs en les persuadant que ses positions assureront le bien-être populaire.

SYRIZA réclame un référendum en faveur d'un « gouvernement de la gauche ». Les évènements récents en France, en Italie, à Chypre et ailleurs, démontrent néanmoins que les gouvernements de gauche et de centre-gauche ne sont rien d'autre que la « force de réserve » de gauche de la voie capitaliste de développement.

Le Parti Communiste de Grèce déclare que les travailleurs doivent aller aux urnes au mois de Mai sur d'autres critères.

Ils doivent avoir comme critère au contraire, la condamnation de tous ceux qui ayant menti, intimidé et leurré le peuple dans le passé, essaient encore aujourd'hui de persuader le peuple grec, ainsi que les autres peuples européens, qu'il peut y avoir un développement en faveur du peuple possible dans le contexte de développement capitaliste de l'Union Européenne.

Ils doivent avoir comme critère la formation d'une puissante opposition prolétarienne et populaire, le rassemblement indispensable du mouvement ouvrier et populaire, la création de l'Alliance Populaire pour lutter contre la politique antipopulaire, l'UE et les partis de « l'Europe rue à sens unique ».

Avec comme critère le renforcement de la lutte pour une Grèce de la prospérité pour le peuple, valorisant tout le potentiel productif du pays, solidaire et coopérant avec tous les peuples, s'opposant au joug de l'Union Européenne, de l'exploitation capitaliste et de l'injustice.

Avec comme critère de paver la voie pour la socialisation des monopoles, l'abandon unilatéral de la dette et le dégageant de l'UE. Pour que le peuple prenne le pouvoir, et devienne le protagoniste des développements pour les utiliser dans ses propres buts.

Ayant ces critères en tête, les travailleurs doivent se servir des élections du mois de mai 2014, pour rejeter les faux dilemmes et les faux referendums, pour contribuer à faire basculer le rapport des forces en faveur du peuple par le renforcement du Parti Communiste de Grèce.

